

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CACEIS BANK

Société anonyme au capital de 1 280 677 691,03 €
Siège social : 89-91 rue Gabriel Peri – 92120 Montrouge
692 024 722 RCS Nanterre

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 11 mai 2026**I. – Bilan**

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Opérations interbancaires et assimilées		57 068 872	57 247 122
Caisse, banques centrales		15 407 349	20 294 929
Effets publics et valeurs assimilées	5	3 858 132	2 883 027
Créances sur les établissements de crédit	3	37 803 390	34 069 166
Opérations avec la clientèle	4	12 943 138	16 011 072
Opérations sur titres		41 625 318	42 719 893
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	41 623 611	42 719 093
Actions et autres titres à revenu variable	5	1 707	801
Valeurs immobilisées		624 223	580 235
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	7 805	6 325
Parts dans les entreprises liées	6-7	117 021	112 403
Immobilisations incorporelles	7	475 739	438 903
Immobilisations corporelles	7	23 658	22 603
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Comptes de régularisation et actifs divers		6 463 087	8 205 202
Autres actifs	8	5 187 934	4 618 521
Comptes de régularisation	8	1 275 154	3 586 682
Total actif		118 724 640	124 763 525

Passif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Opérations interbancaires et assimilées		14 768 674	16 641 515
Banques centrales		18 589	2 313 198
Dettes envers les établissements de crédit	10	14 750 086	14 328 317
Comptes créditeurs de la clientèle	11	91 907 924	92 169 744
Dettes représentées par un titre	12	110 157	110 198
Comptes de régularisation et passifs divers	13	8 392 522	11 684 531
Autres passifs		6 608 338	8 475 352
Comptes de régularisation		1 784 183	3 209 180
Provisions et dettes subordonnées		905 050	1 618 434
Provisions	14-15	156 310	110 599
Dettes subordonnées	16	748 739	1 507 835
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG	17-18	2 640 314	2 539 102
Capital souscrit		1 280 677	1 280 677
Primes d'émission		775 145	775 145
Réserves		215 544	204 284
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		364	-60 788
Résultat de l'exercice		368 584	339 784
Total passif		118 724 640	124 763 525

Hors-bilan	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés			
Engagements de financement	21	1 680 641	1 708 222

Engagements de garantie	21	0	1 523 672
Engagements sur titres	21	0	0
Engagements reçus			
Engagements de financement	21	965 006	254 157
Engagements de garantie	21	647 214	510 511
Engagements sur titres	21		

Autres notes concernant le hors-bilan :

- Note 19 : opérations de change ;
- Note 20 : opérations sur instruments financiers à terme.

II. — Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	24	4 640 458	5 606 947
Intérêts et charges assimilés	24	-4 008 045	-5 018 227
Revenus des titres à revenu variable	25	1 414	3 352
Commissions (produits)	26	1 155 937	992 947
Commissions (charges)	26	-283 830	-239 114
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		282 028	246 646
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	27	28 465	-14 766
Autres produits d'exploitation bancaire	28	15 427	15 054
Autres charges d'exploitation bancaire	28	-53 683	-46 245
Produit net bancaire		1 778 170	1 546 594
Charges générales d'exploitation	29	-1 175 873	-1 049 371
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-34 461	-44 093
Résultat brut d'exploitation		567 835	453 129
Coût du risque	30	-33 526	-11 613
Résultat d'exploitation		534 310	441 516
Résultat net sur actifs immobilisés	31	-21 693	15 683
Résultat courant avant impôt		512 617	457 199
Résultat exceptionnel			0
Impôt sur les bénéfices	32	-144 032	-117 415
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées			0
Résultat net de l'exercice		368 584	339 784

III. — Notes annexes

1. – Faits caractéristiques de l'exercice et événements post clôture

1.1. – Événements significatifs relatifs à l'exercice 2025

Projet MAGRITTE : transfert des activités de Banque dépositaire et Fonds Services par ex-Degroof Petercam Group à CACEIS Bank Luxembourg Branch et CACEIS Bank Belgium Branch

À la suite de l'acquisition par CA Indosuez des actions de Banque Degroof Petercam SA/NV, le projet Magritte a consisté à transférer les activités de gestion d'actifs exercées par l'ex-groupe Degroof Petercam à CACEIS Bank, conformément à la répartition des activités bancaires, entre les divisions du Groupe Crédit Agricole S.A.

Le transfert des activités de banque dépositaire et l'externalisation des activités d'administration de fonds ont entraîné le transfert d'environ 55 ETP à CACEIS Bank.

Les opérations suivantes ont été réalisées :

— 11 avril 2025 - Transfert Luxembourg :

La société luxembourgeoise Banque Degroof Petercam Luxembourg SA (« BDPL ») a transféré son activité de banque dépositaire à CACEIS Bank, Luxembourg Branch (« CBLB »).

La société luxembourgeoise Degroof Petercam Asset Services S.A. (« DPAS ») a externalisé son activité d'administration centrale des fonds (administration des fonds et d'agent de transfert) à CBLB.

— 25 avril 2025 - Transfert belge :

La succursale belge de BDPL a transféré son activité de banque dépositaire à CACEIS Bank, Belgium Branch (« CBBB »).

DPAS a externalisé son activité de services financiers et d'agent de transfert à CBBB.

Projet DANUBE : fusion de CACEIS Fonds Service GmbH (« CFS ») par absorption dans CACEIS Bank

Sur décision du Conseil d'administration du 6 novembre 2024, le 1^{er} décembre 2024, la société allemande CACEIS Fonds Service GmbH (« CFS ») a transféré à CACEIS Bank, Germany Branch (« CBGB ») l'ensemble de ses activités, actifs, passifs et salariés à CBGB.

Afin de rationaliser la structure du groupe CACEIS en Allemagne et de conserver une seule entité légale dans ce pays, il a été décidé de fusionner CFS au sein de CACEIS Bank.

Cette fusion a pris effet juridiquement le 21 novembre 2025, date à laquelle CFS a été dissoute de plein droit, sans liquidation et a cessé d'exister.

A noter la rétroactivité comptable et fiscale de l'opération au 1^{er} janvier 2025.

Projet MiCA : Services de CACEIS Bank sur crypto-actifs

Conformément à l'article 60 du règlement (UE) n° 2023/1114 du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs (« règlement MiCA »), CACEIS Bank a soumis à l'ACPR un projet de notification le 24 décembre 2024 incluant le nouveau service de réception et de transmission d'ordres, en relation avec des crypto-actifs, pour le compte de tiers. La notification finale a été présentée le 23 mai 2025.

Le 23 juin 2025, l'ACPR, suite à l'avis favorable de l'AMF rendu le 20 juin 2025, a adressé un courrier à CACEIS Bank, confirmant l'exhaustivité de la notification ci-dessus concernant les services suivants :

- Conservation et administration de crypto-actifs pour le compte de tiers ;
- Réception et transmission d'ordres, en relation avec des crypto-actifs, pour le compte de tiers ;
- Transfert de crypto-actifs pour le compte de tiers.

L'objet social des statuts de CACEIS Bank a été mis à jour en conséquence avec effet au 23 juin 2025.

Conformément à l'article 60 précité, CACEIS Bank a soumis à l'ACPR, le 12 décembre 2025, un projet de notification portant sur les nouveaux services suivants :

- l'échange de crypto-actifs contre des fonds,
- l'échange de crypto-actifs contre d'autres crypto-actifs et
- l'exécution d'ordres sur crypto-actifs pour le compte de clients.

Projet KRIPTOWN : acquisition par CACEIS Bank d'une participation dans Kriptown

Kriptown (une société de technologie financière spécialisée dans la tokenisation et la blockchain) fournira à sa filiale LISE un accès à son infrastructure de marché basée sur la blockchain. Le 30 septembre 2024, Kriptown a levé des fonds : Bpifrance, BNPP et Centilux (les « Investisseurs 2024 ») :

- ont investi 1 million d'EUR dans le capital social de Kriptown et
- se sont engagés à souscrire un montant supplémentaire de 1 million d'euros dès réception par LISE de l'autorisation de l'ACPR en tant que SAT DLT.

À la suite de discussions avec la direction de Kriptown, CACEIS Bank s'est vu offrir la possibilité d'investir dans Kriptown dans les mêmes conditions que les Investisseurs 2024, ce à quoi CACEIS Bank a consenti.

Le 20 juin 2025, les parties ont exécuté la documentation contractuelle consistant en (i) des déclarations et garanties accordées à CACEIS Bank par les actionnaires fondateurs de Kriptown et (ii) un pacte d'actionnaires relatif à la gouvernance et au transfert des actions de Kriptown.

Le 20 juin 2025, les actionnaires ont décidé une augmentation de capital de Kriptown réservée à CACEIS Bank.

Le 1^{er} juillet 2025, CACEIS Bank a investi 1 million d'euros dans le capital de Kriptown par souscription d'actions ordinaires nouvellement émises de Kriptown auxquelles étaient attachés des bons de souscription. À la suite de cet investissement, CACEIS Bank (i) détient 6 % du capital de Kriptown et (ii) a le droit de nommer l'un des dix membres du comité stratégique de Kriptown.

Le 25 septembre 2025, LISE a été autorisée par l'ACPR à fonctionner en tant que Distributed Ledger Technology Trading and Settlement System (DLT TSS), dans le cadre du régime pilote de l'UE. L'objectif de LISE est d'opérer en tant que néo-bourse de cotation des actions de petites et moyennes entreprises (PME) basée sur la DLT.

Le 9 octobre 2025, CACEIS Bank a exercé les warrants, investi 1 million d'euros en échange d'actions ordinaires supplémentaires. Par la suite, CACEIS Bank détient 8,75 % du capital de Kriptown.

Projet KRONA : création d'une succursale de CACEIS Bank en Suède

Le projet KRONA consiste en la création d'une succursale de CACEIS en Suède, afin d'offrir des services aux fonds domiciliés en Suède et établissements financiers locaux. Les activités incluront les services de banque dépositaire et conservation, services bancaires, comptabilité des fonds, agent de transfert et services de marché à des fonds mainstream et PERES domiciliés en Suède.

Conformément aux réglementations européennes, CACEIS Bank a transmis à l'ACPR/BCE, une notification de passeport en liberté d'établissement.

A la suite de la transmission par l'ACPR et la BCE le 24 octobre dernier le dossier a été agréé le 28 novembre par l'Autorité suédoise de supervision financière, la SFSA.

La nouvelle succursale de CACEIS Bank en Suède a été immatriculée en date du 16 janvier 2026 sous la dénomination : "CACEIS Bank, filial i Sverige" sous le numéro d'enregistrement : 516406-1318. Son nom commercial est : CACEIS Bank, Sweden Branch et son adresse : Jakobsbergsgatan 24, 111 44 STOCKHOLM.

Le calendrier prévu est le suivant :

- janvier 2026 : création/enregistrement de la succursale.
- 2026 : Début des activités de vente. Déploiement des services avec intégration des premiers clients acquis.
- 2027-2028 : Accélération de la croissance organique et ajout potentiel de services de sous conservation locale.

Projet MERLION : création d'une succursale de CACEIS Bank à Singapour

Le projet consiste en la création d'une succursale de CACEIS Bank à Singapour, afin de fournir un accès à la région asiatique dans le cadre de l'objectif stratégique de CACEIS de devenir un fournisseur de services aux actifs de premier plan et de soutenir les ambitions de croissance du groupe Crédit Agricole dans cette région.

Les activités de la succursale singapourienne comprendront les services de conservation, comptabilité des fonds, agent de transfert pour les fonds Mainstream et PERES.

Conformément à la réglementation française, l'ouverture de cette succursale a été autorisée par la BCE le 15 décembre 2025.

Une fois cette autorisation ACPR/BCE délivrée, CACEIS Bank a soumis le 31 décembre 2025 une demande de licence bancaire à l'autorité de régulation locale, l'Autorité monétaire de Singapour (la « MAS »).

Conformément aux exigences du droit des sociétés applicables à Singapour, la succursale sera également enregistrée auprès du registre du commerce local de Singapour, l'« ACRA ».

Le calendrier prévu est le suivant :

- Second semestre 2026 : établissement de la succursale/enregistrement. Déploiement des services et on-boarding des premiers clients.
- 2027/2028 : on-boarding de nouveaux clients/activités (Mainstream et PERES) et déploiement d'activités d'asset servicing.

Projet CARBON : quota d'émission

Dans le cadre des services de réception, de transmission et d'exécution d'ordres pour le compte de tiers, CACEIS Bank souhaite étendre ses services aux quotas d'émission pour les activités suivantes :

- Compensation de contrats dérivés ;
- Tenue de position du client concerné.

Ces prestations seront assurées par CACEIS Bank en France (et non par ses succursales). CACEIS Bank prévoit de lancer cette nouvelle activité avec le client CACIB London Branch dans un premier temps, puis de l'étendre à d'autres clients.

CACEIS Bank assurera l'exécution et le service de compensation des futures indexés sur les quotas carbone et leur inscription sur le registre tenu par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les nouveaux services entreront dans les processus opérationnels actuels de conservation et de compensation de CACEIS Bank, y compris le reporting.

CACIB négociera ces produits uniquement à des fins de couverture et sur des marchés réglementés (Europe, États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Asie, Japon, Nouvelle-Zélande, Australie, Corée du Sud, Chine).

Le formulaire réglementaire a été envoyé le 11 avril 2025 à l'ACPR. Des discussions sont en cours avec l'AMF et l'ACPR.

Mise en liquidation de la société CACEIS Hong Kong Trust Company Limited

A la suite de l'acquisition le 3 juillet 2023 du groupe CACEIS Investor Services Bank, comprenant un centre d'excellence en Malaisie, et afin de rationaliser les activités du groupe CACEIS en Asie, la direction générale du groupe CACEIS a pris la décision de procéder à la liquidation de CACEIS Hong Kong Trust Company Limited.

Le 31 juillet 2024, les actionnaires de CACEIS Hong Kong Trust Company Limited ont décidé de mettre cette société en liquidation amiable. Les opérations de liquidation ont commencé en août 2024. Il est prévu que la clôture de la liquidation intervienne en mai 2026.

Augmentation de capital de Fund Channel

Fund Channel S.A. est une plateforme de distribution de fonds B2B opérant en Europe et en Asie. Depuis le 24 avril 2023, cette société luxembourgeoise, réglementée en tant qu'entreprise d'investissement et supervisée par la CSSF, est détenue conjointement par Amundi Luxembourg et CACEIS Bank, détenant respectivement 2/3 et 1/3 du capital total de la société pour un montant de 2,62 millions d'euros.

Le bénéfice net, capitalisé annuellement dans les fonds propres de la société et s'élevant actuellement à 26,4 M€, est suffisant pour satisfaire à l'exigence prudentielle réglementaire et transitoire de 16 % jusqu'au 26 juin 2026.

À partir du 26 juin 2026 (fin de la période transitoire 2021-2026), la capitalisation du bénéfice net ne permettra plus de concilier les exigences prudentielles réglementaires accrues (de 16 % à 100 %) et l'augmentation de la taille des actifs en conservation (AuCs) liés aux activités de transaction sur les fonds monétaires (de 12,7 Md € à 70,7 Md €, +457 % entre 2025 et 2030).

Selon les projections présentées dans le plan moyen à long terme 2030 de la société Fund Channel (PMT 2030) et afin de se conformer aux nouvelles exigences réglementaires applicables, deux injections de capital d'un montant global de 8,5 millions d'euros ont été prévues comme suit :

- 2026 : Première injection de capital pour 5,5 M€ (2/3 Amundi Luxembourg (3,67 M€) & 1/3 CACEIS Bank (1,83 M€).
- 2027 : Deuxième injection de capital pour 3 M€ (2/3 Amundi Luxembourg (2 M€) & 1/3 CACEIS Bank (1 M€).

Le Conseil d'administration de CACEIS Bank, au cours de sa réunion du 16 décembre 2025, a approuvé les souscriptions envisagées par CACEIS Bank aux apports de capital proposés tels que décrits ci-dessus.

Projet BERGER : acquisition d'une société propriétaire d'un immeuble dont CACEIS Bank est locataire à Luxembourg au Glacis

Le projet BERGER a été autorisé par le Comité Immobilier Groupe le 14 novembre 2025 et par le Conseil d'administration de CACEIS Bank le 16 décembre 2025.

La signature a eu lieu le 22 décembre et le closing est intervenu le 29 décembre 2025.

Lilian - CACEIS Bank S.A, Germany Branch

CACEIS Allemagne a reçu des autorités fiscales bavaroises le 30 avril 2019 une demande de restitution d'impôts sur dividendes remboursés à certains de ses clients en 2010.

Cette demande portait sur un montant de 312 millions d'euros. Elle était assortie d'une demande de paiement de 148 millions d'euros d'intérêts (calculés au taux de 6 % l'an).

CACEIS Allemagne (CACEIS Bank SA) conteste vigoureusement cette demande qui lui apparaît dénuée de tout fondement. CACEIS Allemagne a déposé des recours auprès de l'administration fiscale pour, d'une part, contester sur le fond cette demande et d'autre part, solliciter un sursis à exécution du paiement dans l'attente de l'issue de la procédure au fond. Le sursis à exécution a été accordé pour le paiement des 148 millions d'euros d'intérêts et rejeté pour la demande de restitution du montant de 312 millions d'euros. CACEIS Bank SA a contesté cette décision de rejet. La décision de rejet étant exécutoire, le paiement de la somme de 312 millions a été effectué par CACEIS Bank SA qui a inscrit dans ses comptes, compte tenu des recours intentés, une créance d'un montant équivalent. Par une décision du 25 novembre 2022, les services fiscaux de Munich ont rejeté le recours de CACEIS Bank SA sur le fond. CACEIS Bank SA a saisi le 21 décembre 2022 le tribunal fiscal de Munich d'une action en contestation de la décision précitée des services fiscaux de Munich et de la demande de restitution d'impôts sur dividendes précitée. Confiant dans ses arguments, CACEIS Bank SA n'a opéré aucune modification dans ses comptes.

Action des porteurs de fonds H2O

Les 20 et 26 décembre 2023, les membres d'une association dénommée « Collectif Porteurs H2O » ont assigné CACEIS Bank devant le tribunal des activités économiques de Paris aux côtés des sociétés Natixis Investment Managers et KPMG Audit, dans le cadre d'une action au fond introduite à titre principal à l'encontre des sociétés H2O AM LLP, H2O AM Europe SAS et H2O AM Holding. BPCE, Natixis SA et KPMG SA ont été attirées à la procédure par la suite.

Les demandeurs se présentent comme des porteurs de parts de fonds gérés par les sociétés du groupe H2O dont certains actifs ont été cantonnés dans des « side pockets » en 2020, et des titulaires de contrats d'assurance-vie investis dans des unités de compte représentatives de ces fonds.

Depuis l'introduction de l'instance, le nombre de demandeurs qui était initialement de 6077 a évolué à la hausse (interventions volontaires) et à la baisse (désistements), il est aujourd'hui de l'ordre de 8800.

Les demandeurs sollicitent la condamnation solidaire du groupe H2O et de l'ensemble des autres défendeurs à des dommages et intérêts en réparation du préjudice qu'ils estiment lié au cantonnement des fonds concernés.

Le montant des demandes a lui aussi évolué au cours de la procédure, il est à ce jour de l'ordre de 610 millions d'euros.

Pour rechercher la responsabilité « in solidum » de CACEIS Bank avec les codéfendeurs, les demandeurs allèguent qu'elle aurait manqué à ses obligations de contrôle en sa qualité de dépositaire des fonds.

Dans une décision du 17 décembre 2025, la Commission des sanctions de l'AMF a prononcé à l'encontre de la société CACEIS Bank une sanction pécuniaire de 3,5 millions d'euros et un avertissement pour des manquements relatifs à certains contrôles effectués en sa qualité de dépositaire sur 7 fonds gérés par la société H2O. La Commission des sanctions mentionne toutefois dans sa décision que « si ces manquements n'ont pas permis de détecter en amont certains des manquements de H2O à ses propres obligations, il n'en demeure pas moins que ce sont les décisions d'investissement prises par cette dernière dans des titres inéligibles qui sont à l'origine du préjudice qu'ont pu subir les porteurs de parts des fonds ».

Cette décision n'est pas définitive et peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois.

1.2. – Evénements postérieurs à l'exercice 2025

Les comptes de l'exercice 2025 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 2 février 2026. Depuis cette date, il n'est survenu aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale de CACEIS Bank.

2. – Principes et méthodes comptables

Les états financiers de CACEIS Bank sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A.

La présentation des états financiers de CACEIS Bank est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements / Recommandations	Date de 1 ^{ère} application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement ANC N° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers)	01/01/2025
Règlement ANC N° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers	01/01/2025

Ces règlements n'ont pas d'impact significatif sur la situation financière, le résultat et les capitaux propres de la société.

2.1. – Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat. En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées et elles demeurent dans leur poste d'origine.

Provisions au titre du risque de crédit

CACEIS Bank constate au titre des expositions de crédit des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et/ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

— La notion de perte de crédit attendue " ECL "

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

— Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

La formule de calcul intègre entre autres les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (" Loss Given Default " ou " LGD ").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les 12 mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que CACEIS ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (« Forward Looking ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. [L'entité] applique des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

Dégradation significative du risque de crédit

CACEIS Bank doit apprécier, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que des critères qualitatifs Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie.

Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. – Exemption au faible risque de crédit :

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « Investment Grade » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0.30 %).

2. – Indicateurs quantitatifs :

Le groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en Stage 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en Stage 2. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

- a. Un critère relatif qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale.
- b. Trois critères absolus. Le Groupe a défini :
 - Un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en Stage 2 pour le calcul des ECL.
 - Un critère de seuil absolu basé sur la probabilité de défaut à 1 an (Forward Looking) en date de reporting, permettant de capter une dégradation significative absolue corrélée à la conjoncture économique.
 - Un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en Stage 2.

3. – Indicateurs qualitatifs :

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en Stage 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (Stage 2).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financiers pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'encours ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;

- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse

Parmi les encours douteux, CACEIS Bank distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis :

- créances douteuses compromises : créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé
- créances douteuses non compromises : créances douteuses ne répondant pas à la définition des créances douteuses compromises.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par CACEIS Bank par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de la dépréciation du fait du passage du temps.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, CACEIS Bank le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Risques-pays

Les risques-pays (ou risques sur engagements internationaux) sont constitués du montant total des engagements non compromis, de bilan ou de hors-bilan, portés par un établissement directement ou au travers de structures dites de défaillance, sur des débiteurs privés ou publics résidant dans les pays recensés par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ou dont la bonne fin dépend de la situation de débiteurs privés ou publics résidant dans de tels pays.

Créances restructurées

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité ou des difficultés financières. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période d'observation minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

2.2. – Portefeuille Titres

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

Titres de transaction

Ce sont des titres qui, à l'origine, sont :

- soit acquis avec l'intention de les revendre ou vendus avec l'intention de les racheter à court terme ;

- soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché, ce classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock de titres fasse l'objet d'une rotation effective et d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché.

Ces titres doivent être négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sont également considérés comme des titres de transaction :

- les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers à terme, des titres ou d'autres instruments financiers qui sont gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme ;
- les titres faisant l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage effectuée sur un marché d'instruments financiers organisé ou assimilé ;
- les titres empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt reclassés en « titres de transaction prêtés ») dans le cadre des opérations de prêts / emprunts classés en titres de transaction et compensés avec les dettes représentatives de titres empruntés inscrites au passif du bilan.

Hormis dans les cas prévus par le règlement ANC 2014-07, les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus.

La dette représentative des titres vendus à découvert est inscrite au passif de l'établissement cédant pour le prix de vente des titres frais exclus.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des gains et pertes résultant des variations de cours est porté au compte de résultat et enregistré dans la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation ».

Titres de placement

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- s'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si CACEIS Bank dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée,
- s'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées.

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels CACEIS Bank dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

Titres de l'activité de portefeuille

Conformément au règlement ANC 2014-07, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

CACEIS Bank satisfait à ces conditions et peut classer une partie de ses titres dans cette catégorie.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention envisagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse. Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés », de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus. La déduction des frais s'opère par la constatation d'un amortissement dérogatoire.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent
- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, CACEIS Bank détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, CACEIS Bank utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement

CACEIS Bank enregistre les titres classés en titres d'investissement et en titres de transaction à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

Pensions livrées

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

Reclassement de titres

Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance ;
- du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

CACEIS Bank n'a pas opéré, en 2025, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

2.3. – Immobilisations

CACEIS Bank applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant, selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties linéairement en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par CACEIS Bank, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Fonds de commerce	Non amortissable
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 15 ans
Agencements	5 à 15 ans
Mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 à 7 ans
Logiciels et matériel bureautique	3 ou 5 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

Enfin, les éléments dont dispose CACEIS Bank sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante. CACEIS Bank a limité la durée d'amortissement de certaines immobilisations à la durée des baux auxquels elles sont rattachées.

2.4. – Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5. – Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dette, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

CACEIS Bank applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels. Les commissions de services financiers sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

2.6. – Provisions

CACEIS Bank applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

CACEIS Bank couvre partiellement les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

2.7. – Opérations sur les instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de CACEIS Bank (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché

Les opérations de marché regroupent :

- les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) ;
- la gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- en position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- en position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Conformément au règlement ANC 2014-07, CACEIS Bank intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories « a » et « d » de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - Credit Valuation Adjustment).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de CACEIS Bank. Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name S/N) ou les CDS indicels ;
- en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

2.8. – Opérations en devises

A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Les actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les dotations aux succursales, les immobilisations, les titres d'investissement, les titres de filiale et de participation en devises financés en euros restent convertis au cours du jour d'acquisition (historique). Cependant, une provision peut être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relative aux participations de CACEIS Bank à l'étranger.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation – Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, CACEIS Bank a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

2.9. – Intégration des succursales à l'étranger

Les succursales tiennent des comptabilités autonomes conformes aux règles comptables en vigueur dans les pays où elles sont implantées. Lors de l'arrêté des comptes, les bilans et comptes de résultat des succursales sont retraités selon les règles comptables françaises, convertis en euros et intégrés à la comptabilité de leur siège après élimination des opérations réciproques.

Les règles de conversion en euros sont les suivantes :

- les postes de bilan sont convertis au cours de clôture, à l'exception de la Dotation en capital qui, à compter de l'exercice 2021, est convertie au cours historique ;
- les charges et les produits payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction, alors que les charges et les produits courus sont convertis au cours de clôture.

Les gains ou pertes pouvant résulter de cette conversion sont enregistrés au bilan dans la rubrique « comptes de régularisation ».

2.10. – Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour CACEIS Bank.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

2.11. – Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

La participation et l'intéressement (couvert par un accord) figurent dans les « Frais de personnel ».

2.12. – Avantages au personnel postérieurs à l'emploi

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

CACEIS Bank applique la recommandation 2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03. du 05 juin 2014.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- soit la date de prise de service du membre du personnel ;
- soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, CACEIS Bank provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

A compter de l'exercice 2021, CACEIS Bank applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Les écarts actuariels étant passés immédiatement en résultat, le montant de la provision constatée au passif du bilan est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, CACEIS Bank n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

2.13. – Intérêts et commissions

Les intérêts ainsi que les commissions assimilées à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services ponctuels sont comptabilisées immédiatement en résultat.

Les commissions acquises rémunérant des services continus sont étalées sur la durée de vie de la prestation fournie.

2.14. – Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de CACEIS Bank.

2.15. – Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

La charge d'impôt comprend deux éléments :

- l'impôt courant : la charge d'impôt courant figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices
- l'impôt différé : conformément à la recommandation de l'OEC n° 1-20 de février 1987, CACEIS a choisi de comptabiliser des impôts différés calculés sur la base de toutes les différences entre les valeurs comptables des actifs et passifs figurant au bilan et leurs valeurs fiscales respectives, lorsque ces différences ont une incidence sur les paiements futurs d'impôts.

3. – Créances sur les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et prêts :								
à vue	15 989 539	2 665 000	5 515 000	0	24 169 539	37 878	24 207 417	19 243 127
à terme	6 898 301				6 898 301	12 988	6 911 289	5 443 808
Valeurs reçues en pension	9 091 238	2 665 000	5 515 000	0	17 271 238	24 890	17 296 128	13 806 563
Titres reçus en pension livrée	13 174 467	351 603	0	0	13 526 070	69 904	13 595 973	14 818 796
Prêts subordonnés								
Total	29 164 005	3 016 603	5 515 000	0	37 695 608	107 782	37 803 390	34 069 166
Dépréciations								0
Valeur nette au bilan	29 164 005	3 016 603	5 515 000	0	37 695 608	107 782	37 803 390	34 069 166

4. – Opérations avec la clientèle

4.1. – Opérations avec la clientèle – analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales								
Autres concours à la clientèle	9 074 396	1 271 824	468 000	15 000	10 829 220	10 727	10 839 947	9 338 211
Valeurs reçues en pension livrée	0				0	0	0	
Comptes ordinaires débiteurs	2 078 486				2 078 486	24 410	2 102 896	6 672 670
Créances douteuses	6 759				6 759		6 759	6 934
Dépréciations							-6 465	-6 742
Valeur nette au bilan	11 159 641	1 271 824	468 000	15 000	12 914 466	35 137	12 943 138	16 011 072

4.2. – Opérations avec la clientèle – Analyse par zone géographique

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
France (y compris DOM-TOM)	8 516 922	7 430 452
Autres pays de L'U.E.	4 245 432	8 397 070
Autres pays d'Europe	117 814	106 128
Amérique du Nord	13 366	5 171
Amérique Centrale et du Sud	5 658	6 552
Afrique et Moyen-Orient		
Asie et Océanie (hors Japon)	15 273	15 013
Japon		
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	12 914 466	15 960 386
Créances rattachées	35 137	57 428
Dépréciations	-6 465	-6 742
Valeur nette au bilan	12 943 138	16 011 072

4.3. – Opérations avec la clientèle – Encours douteux et dépréciation par zone géographique

(En milliers d'euros.)	31/12/2025				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dont dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DOM-TOM)	8 524 827				
Autres pays de L'U.E.	4 247 684	1 219		-924	
Autres pays d'Europe	117 823				
Amérique du Nord	13 366				
Amérique Centrale et du Sud	5 658	5 541		-5 541	
Afrique et Moyen-Orient					
Asie et Océanie (hors Japon)	15 276				
Japon					
Non ventilés et organismes internationaux	594				
Total	12 949 603	6 759		-6 465	

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dont dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DOM-TOM)	7 457 026				
Autres pays de L'U.E.	8 403 519	847		-754	
Autres pays d'Europe	106 148				
Amérique du Nord	5 171				
Amérique Centrale et du Sud	6 552	6 087		-5 988	
Afrique et Moyen-Orient	0				
Asie et Océanie (hors Japon)	15 021				
Japon					
Non ventilés et organismes internationaux	3				
Total	15 993 440	6 934		-6 742	

5. – Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille

Les titres émis par des institutions publiques sont classés en « Obligations et autres titres à revenu fixe » dans les rubriques « Emis par organismes publics » ou « Autres émetteurs » en fonction des caractéristiques de l'émetteur.

(En milliers d'euros.)	31/12/2025					31/12/2024
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :		954 968		2 870 564	3 825 532	2 863 818
- dont surcote restant à amortir						
- dont décote restant à amortir						
Créances rattachées		11 990		20 610	32 600	19 208
Dépréciations						
Valeur nette au bilan		966 958		2 891 174	3 858 132	2 883 027
Obligations et autres titres à revenu fixe :		383 645		40 876 136	41 259 781	42 399 392
Emis par organismes publics						0
Autres émetteurs		383 645		40 876 136	41 259 781	42 399 392
- dont surcote restant à amortir						0
- dont décote restant à amortir						0
Créances rattachées		3 598		360 232	363 830	330 078
Dépréciations						-10 378
Valeur nette au bilan		387 243		41 236 368	41 623 611	42 719 093
Actions et autres titres à revenu variable		1 707			1 707	801
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan		1 707			1 707	801
Total		1 355 908		44 127 542	45 483 450	45 602 920
Valeurs estimatives		1 355 908		44 127 542	45 483 450	45 602 920

a. — Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Administration et banques centrales (y compris Etats)	1 426 749	1 952 037
Etablissements de crédit	38 338 622	39 104 138
Clientèle financière	1 461 806	1 322 133
Collectivités locales		
Entreprises, assurances et autres clientèles	0	2 676
Divers et non ventilés		
Total en principal	41 227 178	42 380 985
Créances rattachées	398 141	330 078
Dépréciations		-10 378
Valeur nette au bilan	41 625 318	42 719 894

b. — Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

(En milliers d'euros.)	31/12/2025				31/12/2024			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	41 259 781	3 825 532	1 707	45 087 020	42 399 392	2 863 818	801	45 264 012
dont titres cotés	41 259 518	3 825 532	4	45 085 054	42 399 130	2 863 819	61	45 263 010
dont titres non cotés	263		1 703	1 966	262		740	1 002
Créances rattachées	363 830	32 600		396 430	330 078	19 208		349 286
Dépréciations				0	-10 378			-10 378
Valeur nette au bilan	41 623 611	3 858 132	1 707	45 483 450	42 719 093	2 883 027	801	45 602 920

c. — Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe - Analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe	220 727	6 457 792	28 570 905	6 010 358	41 259 781	363 830	41 623 611	42 719 093
Valeur Brute	220 727	6 457 792	28 570 905	6 010 358	41 259 781	363 830	41 623 611	42 729 470
Dépréciations							0	-10 378
Effets publics et valeurs assimilées	347 169	84 137	1 520 466	1 873 759	3 825 532	32 600	3 858 132	2 883 027
Valeur Brute	347 169	84 137	1 520 466	1 873 759	3 825 532	32 600	3 858 132	2 883 027
Dépréciations								
Valeur nette au bilan	567 896	6 541 929	30 091 371	7 884 117	45 085 313	396 430	45 481 743	45 602 119

d. — Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe - Analyse par zone géographique de la contrepartie

(En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Encours bruts	Dont encours douteux	Encours bruts	Dont encours douteux
France (y compris DOM-TOM)	29 158 911		27 150 475	
Autres pays de L'U.E.	5 005 116		3 547 516	
Autres pays d'Europe	8 472 882		11 421 503	
Amérique du Nord	1 382 266		2 202 076	
Amérique Centrale et du Sud				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie (hors Japon)	787 515		529 088	
Japon				
Australie	278 622		412 552	
Non ventilés et organismes internationaux				
Total en principal	45 085 313		45 263 211	
Créances rattachées	396 430		349 286	
Dépréciations		0	-10 378	-10 378
Valeur nette au bilan	45 481 743		45 602 019	-10 378

6. – Titres de participation et de filiales

Informations financières (En milliers d'euros.) Filiales et participations	Devise	Capital 100 %	Capitaux propres autres que le capital 100 %	Quote-part de capital détenue	Valeurs comptables des titres détenus	
					Brutes	Nettes
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital						
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit						
Autres titres de participations						
- CACEIS IRELAND LIMITED	EUR	39 600	13 216	88,89 %	63 600	42 237
- FUND CHANNEL	EUR	2 620	19 789	33,33 %	42 186	42 186
- GLACIS PROPERTY SARL	EUR	13	14 015	100 %	25 881	25 881
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1 % du capital (1)						
Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit	EUR					
Autres titres de participations	EUR				15 534	14 522
Total parts dans les entreprises liées et participations					147 201	124 827

(1) Investor Services House SA, Partinvest S.A., Bourse de Luxembourg, Caceis Fund Administration, Caceis Malaysia Sdn Bhd, Euronext Brussels Sa, Fonds De Garantie Des Depots et de Resolution, Hk Sar Government'S Director Of Accounti, Kriptown, Liquidshare, Stadsherstel Amsterdam, Swift

Informations financières (En milliers d'euros.) Filiales et participations	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes 100 %	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) 100 %	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital				
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit				
Autres titres de participations				
- CACEIS IRELAND LIMITED		26 398	-7 193	

- FUND CHANNEL		29 023	3 225	
- GLACIS PROPERTY SARL	13 000	2 626	1 122	
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1 % du capital (1)				
Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit				
Autres titres de participations				1 192
Total parts dans les entreprises liées et participations				1 192

(1) Investor Services House SA, Partinvest S.A., Bourse de Luxembourg, Caceis Fund Administration, Caceis Malaysia Sdn Bhd, Euronext Brussels Sa, Fonds De Garantie Des Depots et de Resolution, Hk Sar Government'S Director Of Accounti, Kriptown, Liquidshare, Stadsherstel Amsterdam, Swift

Valeur estimative des titres de participation

(En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Parts dans les entreprises liées				
Titres non cotés	138 384	143 270	112 403	127 559
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations	-21 363			
Valeur nette au bilan	117 021	143 270	112 403	127 559
Titres de participation et autres titres détenus à long terme				
Titres de participation				
Titres non cotés	8 572	14 497	6 672	13 358
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations	-1 011		-1 646	
Sous-total titres de participation	7 561	14 497	5 025	13 358
Autres titres détenus à long terme				
Titres non cotés	245	245	1 301	665
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations				
Sous-total autres titres détenus à long terme	245	245	1 301	665
Valeur nette au bilan	7 806	14 742	6 325	14 023
Total des titres de participation	124 827	158 012	118 729	141 582

7. – Variation de l'actif immobilisé

a. — Immobilisation financière

(En milliers d'euros.)	01/01/2025	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2025
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes	112 403	25 881		100	138 384
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations		-21 363			-21 363
Valeur nette au bilan	112 403	4 518		100	117 021
Titres de participation et autres titres détenus à long terme					
Titres de participation					
Valeurs brutes	6 672	2 000		-100	8 572

Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations	-1 646			635	-1 011
Sous-total titres de participation	5 025	2 000		535	7 561
Autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes	1 301		-255	-800	245
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
Sous-total autres titres détenus à long terme	1 301		-255	-800	245
Valeur nette au bilan	6 325	2 000	-255	-265	7 806
Total	118 729	6 518	-255	-165	124 827

b. — Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros.)	01/01/2025	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2025
Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes	63 937	6 881	-2 092	16	68 742
Amortissements et dépréciations	-41 335	-5 854	2 092	13	-45 084
Mali technique de fusion sur Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
Valeur nette au bilan	22 603	1 027	0	29	23 658
Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes	650 500	30 349	-21 702	-65	694 217
Amortissements et dépréciations	-211 597	-27 397	21 702	25	-218 478
Mali technique de fusion sur Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes		35 135			35 135
Amortissements et dépréciations		-1 210			-1 210
Valeur nette au bilan	438 903	36 876	0	-41	475 739
Total	461 506	37 903	0	-12	499 397

8. — Comptes de régularisation et actifs divers

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Autres actifs		
Instruments conditionnels achetés		
Comptes de stock et emplois divers	10	
Débiteurs divers (1) (2)	1 819 133	1 852 042
Comptes de règlement	3 368 790	2 766 478
Valeur nette au bilan	5 187 934	4 618 521
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	166 514	180 778
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	60 702	579 347
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Charges constatées d'avance	41 225	30 764
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme		
Autres produits à recevoir	957 971	1 320 857
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	48 742	1 474 936
Valeur nette au bilan	1 275 154	3 586 682
Total	6 463 087	8 205 202

(1) Les débiteurs divers intègrent une créance de 312 millions d'euros sur les autorités fiscales bavaroises comptabilisée par CACEIS Bank S. A., Germany Branch

(2) Dont 48 469 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025.

9. – Dépréciations inscrites en déduction de l'actif

(En milliers d'euros.)	01/01/2025	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2025
Sur opérations interbancaires et assimilées	0			0		0
Sur créances clientèle	-6 742	-175		453		-6 465
Sur opérations sur titres	-10 378		10 378			0
Sur valeurs immobilisées	-1 647	-21 363		635		-22 375
Sur autres actifs	-7 646	-3 587				-11 233
Total	-26 413	-25 126	10 378	1 088	0	-40 072

10. – Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et emprunts :								
à vue	6 928 270				6 928 270	1 433	6 929 703	6 545 567
à terme	2 012 436	300 007	418 553	0	2 730 997	14 324	2 745 320	2 559 984
Autres sommes dues	2				2		2	20
Valeurs données en pension								0
Titres donnés en pension livrée	4 983 136	59 851	0		5 042 987	32 074	5 075 060	5 222 746
Valeur au bilan	13 923 843	359 858	418 553	0	14 702 255	47 831	14 750 086	14 328 317

11. – Comptes créditeurs de la clientèle

a. — Comptes créditeurs de la clientèle – analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	90 450 455				90 450 455	12 775	90 463 230	90 634 647
Comptes d'épargne à régime spécial :	0		0	0	0	0	0	0
à vue								0
à terme								0
Autres sommes dues	302 218				302 218		302 277	237 796
Autres dettes envers la clientèle :	877 928	7 332	0	0	885 260	231	885 490	1 054 126
à vue	720 019				720 019		720 019	841 098
à terme	157 908	7 332			165 240	231	165 471	213 028
Valeurs données en pension livrée	256 806				256 806	180	256 985	243 176
Valeur au bilan	91 887 406	7 332	0	0	91 894 738	13 186	91 907 924	92 169 744

b. — Comptes créditeurs de la clientèle – analyse par zone géographique

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
France (y compris DOM-TOM)	53 335 511	52 041 647
Autres pays de L'U.E.	35 849 794	37 381 421
Autres pays d'Europe	2 392 669	2 455 855
Amérique du Nord	143 990	68 895
Amérique Centrale et du Sud	58 215	112 789
Afrique et Moyen-Orient	57 481	51 247
Asie et Océanie (hors Japon)	8 501	36 468
Japon	0	25
Non ventilés et organismes internationaux	48 576	20 249

Total en principal	91 894 738	92 168 596
Dettes rattachées	13 186	1 148
Valeur au bilan	91 907 924	92 169 744

c. — Comptes créditeurs de la clientèle – analyse par agents économiques

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Particuliers	698 912	375 577
Autres professionnels		166
Clientèle financière	89 772 231	90 425 378
Entreprises	910 011	491 639
Collectivités publiques	393 785	367 046
Autres agents économiques	69 367	502 282
Non ventilé	50 432	6 675
Total en principal	91 894 738	92 168 596
Dettes rattachées	13 186	1 148
Valeur au bilan	91 907 924	92 169 744

12. – Dettes représentées par un titre

a. — Dettes représentées par un titre – analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse								0
Titres du marché interbancaire								0
Titres de créances négociables								0
Emprunts obligataires			110 000		110 000	157	110 157	110 198
Autres dettes représentées par un titre								0
Valeur au bilan			110 000		110 000	157	110 157	110 198

b. — Emprunts obligataires – analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2025				31/12/2024
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Encours	Encours
Euro		110 000		110 000	110 000
Taux fixe					0
Taux variable		110 000		110 000	110 000
Total en principal		110 000		110 000	110 000
Dettes rattachées				157	198
Valeur au bilan		110 000		110 157	110 198

13. – Comptes de régularisation et passifs divers

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Autres passifs		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés	-2 921	-3 953
Instruments conditionnels vendus		
Comptes de règlement et de négociation	2 752 313	3 527 338
Créditeurs divers	3 858 946	4 951 967

Versements restant à effectuer sur titres		
Valeur au bilan	6 608 338	8 475 352
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	278 294	86 555
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	51 110	505 139
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers		
Produits constatés d'avance	31	1 344
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme		
Autres charges à payer	437 105	333 529
Autres comptes de régularisation	1 017 643	2 282 617
Valeur au bilan	1 784 183	3 209 180
Total	8 392 522	11 684 531

14. – Provisions

(En milliers d'euros.)	01/01/2025	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2025
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	42 050	2 078	-2 848	94	987	42 361
Provisions pour autres engagements sociaux	16 588	5 658	-3 873	-627	-189	17 558
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	3 525	7 715	-203	-5 841	-21	5 175
Provisions pour litiges fiscaux	3 537	208	-1 550	-1 210	-1	984
Provisions pour autres litiges	2 616	953	-613	0	49	3 004
Provisions pour risques de crédit	6 844	10 669	-4 749	-6 524	165	6 405
Provisions pour risques opérationnels	33 412	33 461	-8 697	-7 902	-256	50 018
Autres provisions	2 027	30 681	-518	-1 350	-35	30 806
Valeur au bilan	110 599	91 423	-23 051	-23 359	699	156 310

Les « Provisions pour litiges fiscaux » couvrent des redressements fiscaux déjà notifiés.

Les « Provisions pour risques opérationnels » sont destinées à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

Enquêtes, demandes d'information et procédures contentieuses

Dans le cadre habituel de ses activités CACEIS Bank fait régulièrement l'objet de procédures contentieuses, ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes, de contrôles et autres procédures de nature réglementaire ou judiciaire de la part de différentes institutions en France et à l'étranger. Les provisions comptabilisées reflètent la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes, sur les risques non couverts par des garanties d'actif et de passif, notamment celles obtenues dans le cadre d'opérations de croissance externe.

15. – Engagements sociaux : avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définie

a. — Variations de la dette actuarielle

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Dette actuarielle au 31/12/N-1	110 098	86 711
Coût des services rendus sur l'exercice	3 751	3 456
Coût financier	3 337	3 022
Cotisations employés	727	592
Modifications, réductions et liquidations de régime	-360	-25
Variation de périmètre	648	15 979
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations versées (obligatoire)	-4 681	-3 617
(Gains) / pertes actuariels	1 567	3 979
Changement de méthode		

Dettes actuarielles au 31/12/N	115 087	110 098
--------------------------------	---------	---------

b. — Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Coût des services rendus	-3 751	-3 456
Coût financier	-1 287	-1 191
Modifications, réductions et liquidations de régime	360	25
Rendement attendu des actifs		
Coût des services passés		
Amortissement des (Gains) / pertes actuariels net	1 065	-450
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes		
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif		
Charge nette comptabilisée au compte de résultat	-3 613	-5 072

c. — Variations de juste valeur des actifs des régimes

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1	68 669	49 880
Rendement attendu des actifs	2 107	1 881
Gains / (pertes) actuariels	2 564	3 468
Cotisations payées par l'employeur	1 600	1 423
Cotisations payées par les employés	562	697
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre/écart de change	0	13 048
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds	-1 743	-1 729
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N	73 759	68 669

d. — Position nette

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes actuarielles au 31/12/N	115 087	110 098
Impact de la limitation d'actifs	882	930
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler		
Autres mouvements	151	
Juste valeur des actifs fin de période	-73 759	-68 669
Position nette (passif) / actifs au 31/12/N	42 361	42 360

La moyenne pondérée des taux d'actualisation retenus pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière est de l'ordre de 3,27 % (de 1,19 % à 5,9 %) au 31 décembre 2025 contre 2,98 % au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 bp du taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de -5,3 % ;
- une variation de moins de 50 bp du taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 5,93 %.

16. – Dettes subordonnées : analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Dettes subordonnées à terme								505 567
Dollar								505 567
Titres et emprunts participatifs								0

Autres emprunts subordonnés à terme				745 000	745 000	3 739	748 739	1 002 268 0
Dettes subordonnées à durée indéterminée				745 000	745 000	3 739	748 739	1 002 268 0
Euro				745 000	745 000	3 739	748 739	1 002 268 0
Dépôts de Garantie à caractère mutuel				745 000	745 000	3 739	748 739	1 507 835 0
Valeur au bilan				745 000	745 000	3 739	748 739	1 507 835 0

La durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée est positionnée par défaut à plus de 5 ans.

17. – Variation des capitaux propres (avant répartition)

(En milliers d'euros.)	Capitaux propres						
	Capital (1)	Primes d'émission	Réserve légale & Autres réserves	Report à nouveau	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2023	1 280 678	775 145	126 244	1 200	0	295 743	2 479 008
Dividendes versés au titre de 2023				-279 677			-279 677
Affectation du résultat social 2023			17 040	278 703		-295 743	0
Résultat de l'exercice 2024						339 784	339 784
Impôt sur la fortune reconstitué lors de la fusion CACEIS IS Bank Luxembourg avec CACEIS Bank Luxembourg			61 000	-61 000			0
Autres variations				-13			-13
Solde au 31 décembre 2024	1 280 678	775 145	204 284	-60 787	0	339 784	2 539 102
Dividendes versés au titre de 2024				-267 373			-267 373
Affectation du résultat social 2024			11 259	328 525		-339 784	
Résultat de l'exercice 2025						368 584	368 584
Autres variations				-14			-14
Solde au 31 décembre 2025	1 280 678	775 145	215 544	363	0	368 584	2 640 314

Affectation du résultat de l'exercice 2024 comptabilisée conformément à la décision de l'Assemblée Générale du 10 mai 2025.

18. – Composition des fonds propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Capitaux propres	2 640 314	2 539 102
Fonds pour risques bancaires généraux		
Dettes subordonnées et titres participatifs	748 739	1 507 835
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
Total des fonds propres	3 389 053	4 046 937

19. – Opérations de change, prêts et emprunts en devises

(En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	À recevoir	À livrer	À recevoir	À livrer
Opérations de change au comptant	1 233 822	1 218 938	7 200 131	14 333 194
Devises	642 064	587 486	619 012	599 774
Euros	591 758	631 452	6 581 119	13 733 420
Opérations de change à terme	67 186 202	67 176 212	50 619 014	50 812 676
Devises	26 605 535	16 693 419	15 349 795	14 809 963
Euros	40 580 667	50 482 782	35 269 218	36 002 713
Prêts et emprunts en devises	0	0	0	0
Total	68 420 024	68 395 150	57 819 145	65 145 871

20. – Opérations sur instruments financiers à terme

(En milliers d'euros.)	31/12/2025			31/12/2024
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
Opérations fermes	50 607 586		50 607 586	51 062 927
Opérations sur marchés organisés	0			0
Contrats à terme de taux d'intérêt				0
Contrats à terme de change				0
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				0
Autres contrats à terme				0
Opérations de gré à gré	50 607 586		50 607 586	51 062 927
Swaps de taux d'intérêt	50 607 586		50 607 586	51 062 927
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				0
Contrats à terme de change				0
FRA				0
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				0
Autres contrats à terme				0
Opérations conditionnelles	0		0	0
Opérations sur marchés organisés	0		0	0
Opérations de gré à gré				0
Dérivés de crédit				0
Total	50 607 586		50 607 586	51 062 927

20.1. – Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2025			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change									
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	7 082 636	35 547 743	7 977 207	7 082 636	35 547 743	7 977 207	0	0	0
Caps, Floors, Collars									
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices									
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	7 082 636	35 547 743	7 977 207	7 082 636	35 547 743	7 977 207	0	0	0
Swaps de devises									
Opérations de change à terme									
Sous total	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	7 082 636	35 547 743	7 977 207	7 082 636	35 547 743	7 977 207	0	0	0

20.2. – Information sur les swaps

(En milliers d'euros.)	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Swaps de transaction
Contrats d'échange de taux		50 607 586		
Contrats assimilés (1)				

(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 2521-1 du règlement ANC 2014-07.

21. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés	1 680 640	3 231 894
Engagements de financement	1 680 640	1 708 222
. Engagements en faveur d'établissements de crédit	1 034	18 901
. Engagements en faveur de la clientèle		
Ouverture de crédits confirmés		
Ouverture de crédits documentaires	0	1 840
Autres ouvertures de crédits confirmés	1 548 226	1 687 480
Autres	13 659	
. Autres engagements en faveur de la clientèle	117 721	
Engagements de garantie	0	1 523 672
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	0	410
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties	0	410
. Engagements d'ordre de la clientèle		
. Autres garanties d'ordre de la clientèle (1)	0	1 523 262
Engagements sur titres	0	0
. Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
. Autres engagements à donner		
Engagements reçus	1 612 221	764 668
Engagements de financement	965 006	254 157
. Engagements reçus d'établissements de crédit	923 296	204 657
. Engagements reçus de la clientèle	41 710	49 500
Engagements de garantie	647 214	510 511
. Engagements reçus d'établissements de crédit	154 260	231 902
. Engagements reçus de la clientèle	492 954	278 609
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées		
Autres garanties reçues	492 954	278 609
Engagements sur titres	0	0
. Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
. Autres engagements reçus		

(1) CACEIS Bank fournit des collatéraux aux chambres de compensation pour soutenir ses clients souhaitant exécuter des transactions sur dérivés listés. Ces garanties sont données à partir de son stock de titres propres. Ces titres sont enregistrés comme des actifs au bilan, car CACEIS Bank continue de conserver les risques et avantages liés à la propriété. Le reporting hors bilan a donc été mis à jour pour l'exercice 2025.

22. – Opérations effectuées avec les parties liées et les participations

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Créances	62 101 361	57 632 353
Sur les établissements de crédit et institutions financières	25 880 511	20 201 172
Sur la clientèle	1 555 619	1 644 866
Obligations et autres titres à revenu fixe	34 338 394	34 651 301
Comptes de régularisations et actifs divers	326 837	1 135 014
Dettes	7 748 406	8 061 633
Sur les établissements de crédits et institutions financières	5 959 213	3 728 704
Sur la clientèle	176 238	551 027
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	453 217	1 618 033
Comptes de régularisation et passifs divers	1 159 738	2 163 870
Engagements donnés	0	-717
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements de financement en faveur de la clientèle	0	0
Garanties données à des établissements de crédit		
Garanties données à la clientèle	0	-717

Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus	316 966	275 929
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	7 327	0
Engagements de financement reçus de la clientèle		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	147 153	229 432
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0	1 573
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus (change à terme débit)	162 485	44 924

23. – Compensation des emprunts de titres

(En milliers d'euros.)	31/12/2025			31/12/2024		
	Dettes brutes représentatives de titres empruntés	Titres de transaction empruntés	Dettes nettes représentatives de titres empruntés	Dettes brutes représentatives de titres empruntés	Titres de transaction empruntés	Dettes nettes représentatives de titres empruntés
	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)
Effets publics et valeurs assimilées :						0
- dont titres prêtés						
Obligations et autres titres à revenu fixe :	34 945 389	34 945 389	0	37 545 016	37 545 016	0
- dont titres prêtés		19 588 583			20 766 315	
Actions et autres titres à revenu variable	686 536	686 536	0	378 967	378 967	0
- dont titres prêtés						
Total dettes sur titres empruntés	35 631 925	35 631 925	0	37 923 983	37 923 983	0

24. – Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 864 471	2 065 294
Sur opérations avec la clientèle	263 396	455 427
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	2 512 592	3 086 227
Produit net sur opérations de macro-couverture		
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés		
Intérêts et produits assimilés	4 640 458	5 606 947
Sur opérations avec les établissements de crédit	-1 228 620	-976 904
dont intérêt sur emprunt subordonné CACEIS	-66 117	-108 010
Sur opérations avec la clientèle	-1 725 591	-3 028 366
Charge nette sur opérations de macro-couverture	404	2 335
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-1 050 640	-1 010 108
Sur dettes représentées par un titre	-3 599	-5 184
Autres intérêts et charges assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-4 008 045	-5 018 227
Total produits nets d'intérêts et revenus assimilés	632 413	588 721

25. – Revenus des titres

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	1 192	3 352
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille		
Opérations diverses sur titres	222	
Total des revenus des titres à revenus variables	1 414	3 352

26. – Produit net des commissions

(En milliers d'euros.)	31/12/2025			31/12/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	18	0	18	18	0	18
Sur opérations avec la clientèle	4 315	0	4 315	5 092	0	5 092
Sur opérations sur titres	0	0	0	0	0	0
Sur opérations de change	19 181	-6 698	12 483	14 797	-2 300	12 497
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	39 663	-24 415	15 248	42 090	-23 757	18 333
Sur prestations de services financiers	1 092 760	-252 717	840 043	930 950	-213 057	717 893
Provision pour risques sur commissions	0	0	0	0	0	0
Total produit net des commissions	1 155 937	-283 830	872 107	992 947	-239 114	753 833

Les produits, diminués des charges de même nature, couvrent pour l'essentiel des commissions sur encours (droits de garde / contrôle dépositaire) et sur flux (clearing / ordres de bourse). Ces commissions portent sur des services et opérations réalisés pour le compte de la clientèle.

27. – Gains ou pertes des opérations sur portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Titres de placement		
Dotations aux dépréciations	10 378	-7 878
Reprises de dépréciations		
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	10 378	-7 878
Plus-values de cession réalisées	729	86
Moins-values de cession réalisées	-29 744	-36 353
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	-29 015	-36 267
Solde des opérations sur titres de placement	-18 637	-44 145
Titres de l'activité de portefeuille		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	0	0
Plus-values de cession réalisées	23 957	29 379
Moins-values de cession réalisées	23 144	
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	47 102	29 379
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille	47 102	29 379
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	28 465	-14 766

28. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Produits divers	1 211	0
Quote-part des opérations faites en commun		
Refacturation		
Reprises provisions	14 216	15 054
Autres produits d'exploitation bancaire	15 427	15 054
Charges diverses	-22 527	-15 823
Quote-part des opérations faites en commun		
Refacturation		
Dotations provisions	-31 156	-30 422
Autres charges d'exploitation bancaire	-53 683	-46 245
Total autres produits et charges d'exploitation bancaire	-38 256	-31 191

29. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Frais de personnel		
Salaires et traitements (1)	-454 888	-387 023
Charges sociales (1)	-102 603	-90 948
- dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-10 678	-9 885
Intéressement et participation	-14 458	-12 953
Impôts et taxes sur rémunérations	-15 174	-11 372
Total des charges de personnel	-587 124	-502 296
Refacturation et charges de personnel		
Frais de personnel nets	-587 124	-502 296
Frais administratifs		
Impôts et taxes	-9 744	-9 702
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (2)	-603 388	-564 746
Total des charges administratives	-613 132	-574 007
Refacturation et charges administratives (3)	24 383	27 374
Frais administratifs nets	-588 749	-546 632
Charges générales d'exploitation	-1 175 873	-1 049 371

(1) Le poste « Salaires et traitements » inclut les dotations et reprises de Provisions pour engagements de retraites et assimilés et de Provisions pour autres engagements sociaux.

(2) La rubrique « Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires » intègre un montant nul au titre du Fonds de Résolution Unique en 2024 & 2025

(3) Au 31 décembre 2024, la ligne « Refacturation et charges administratives » intégrait les transferts de charges administratives pour 17 156 milliers d'euros, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur la ligne « Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires » pour 19 846 milliers d'euros suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge. Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de charges générales d'exploitation présenté au 31 décembre 2024.

L'information sur les honoraires des commissaires aux comptes est indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés du groupe CACEIS.

Effectif moyen par catégorie

Catégories de personnel	31/12/2025	31/12/2024
France	1 352	1 257
Étranger	2 805	2 903
Total	4 157	4 160

Les rémunérations allouées aux membres des organes de Direction et aux mandataires sociaux, au titre de l'exercice 2025, à raison de leur fonction, sont mentionnées dans les comptes consolidés du Groupe CACEIS.

30. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Dotations aux provisions et dépréciations	-53 085	-20 211
Dépréciations de créances douteuses	-18 187	-19 755
Autres provisions et dépréciations	-34 898	-456
Reprises de provisions et dépréciations	22 583	13 462
Reprises de dépréciations de créances douteuses	17 390	11 334
Autres reprises de provisions et dépréciations	5 193	2 128
Variation des provisions et dépréciations	-30 501	-6 749
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées	-138	
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées	-2 887	-4 865
Décote sur prêts restructurés		
Récupérations sur créances amorties		

Autres pertes		
Autres produits		
Coût du risque	-33 526	-11 613

31. – Résultat net sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations financières		
Dotations aux dépréciations	-21 363	-82
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-21 363	-82
Reprises de dépréciations	0	0
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	-21 363	-82
Sur titres d'investissement	0	0
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-21 363	-82
Plus-values de cessions réalisées	0	30 531
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	0	30 531
Moins-values de cessions réalisées	0	-1 005
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	0	-1 005
Solde des plus et moins-values de cessions	0	29 526
Sur titres d'investissement		0
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	0	29 526
Solde en perte ou en bénéfice	-21 363	29 444
Immobilisations corporelles et incorporelles	-330	-13 761
Plus-values de cessions		
Moins-values de cessions	-330	-13 761
Solde en perte ou en bénéfice	-330	-13 761
Résultat net sur actifs immobilisés	-21 693	15 683

32. – Impôt sur les bénéfices

Depuis le 1^{er} janvier 2020, CACEIS et ses filiales françaises détenues à plus de 95 %, à savoir CACEIS Bank et CACEIS Fund Administration, formaient un groupe d'intégration fiscale. Ce groupe a pris fin le 31 décembre 2025 à la suite de l'acquisition, en 2025, par Crédit Agricole S.A., de la participation détenue par Banco Santander dans CACEIS. CACEIS, CACEIS Bank et CACEIS Fund Administration rejoindront le groupe d'intégration fiscale dont Crédit Agricole S.A. est la société mère à compter du 1^{er} janvier 2026.

Par ailleurs, CACEIS Bank Ireland Branch, CACEIS Bank UK Branch, et CACEIS Bank Italy Branch sont membres d'une intégration fiscale respectivement dans leur pays d'implantation.

La charge courante d'impôt sur les sociétés de l'exercice 2025 figurant au compte de résultat est de 146 302 milliers d'euros. Le montant d'impôt différé comptabilisé en 2025 est une charge de 282 milliers d'euros.

Le solde positif de 2 552 milliers d'euros correspond à la variation des dotations et reprises pour litige fiscal.

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md € ou 3 Md €.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md €, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 Md €, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md € ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

La contribution exceptionnelle comptabilisée en 2025 s'élève à 16 888 milliers d'euros dont 8 656 milliers d'euros au titre de l'exercice 2024.

33. – Informations relatives aux résultats des activités bancaires

33.1. – Formation du produit net bancaire par secteur d'activité

(En milliers d'euros.)	31/12/2025						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grandes clientèles	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
Produits nets d'intérêts			632 413				632 413
Revenus des titres à revenus variables			1 414				1 414
Produits nets des commissions			872 107				872 107
Produits nets sur opérations financières			310 492				310 492
Autres produits nets d'exploitation			-38 256				-38 256
Produit net bancaire			1 778 170				1 778 170

(En milliers d'euros.)	31/12/2024						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grandes clientèles	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
Produits nets d'intérêts			588 721				588 721
Revenus des titres à revenus variables			3 352				3 352
Produits nets des commissions			753 833				753 833
Produits nets sur opérations financières			231 879				231 879
Autres produits nets d'exploitation			-31 191				-31 191
Produit net bancaire	0	0	1 546 594	0	0	0	1 546 594

33.2. – Produit net bancaire par secteur d'activité et par zone géographique

(En milliers d'euros.)	31/12/2025						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grandes clientèles	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
France (y compris DOM-TOM)			559 993				559 993
Autres pays de l'U.E.			1 163 701				1 163 701
Autres pays d'Europe (Suisse + UK)			54 476				54 476
Amérique du Nord							
Amérique centrale et du Sud							
Afrique et Moyen-Orient							
Asie et Océanie (hors Japon)							
Japon							
Produit net bancaire			1 778 170				1 778 170

(En milliers d'euros.)	31/12/2024						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grandes clientèles	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
France (y compris DOM-TOM)			505 041				505 041
Autres pays de l'U.E.			1 010 551				1 010 551
Autres pays d'Europe (Suisse + UK)			31 001				31 001
Amérique du Nord							0
Amérique centrale et du Sud							0
Afrique et Moyen-Orient							0
Asie et Océanie (hors Japon)							0
Japon							0
Produit net bancaire	0	0	1 546 594	0	0	0	1 546 594

33.3. – Formation du résultat courant par secteur d'activité

(En milliers d'euros.)	31/12/2025						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grandes clientèles	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
Produit net bancaire			1 778 170				1 778 170
Charges d'exploitation			-1 175 873				-1 175 873
Dotations aux amortissements et Dépréciations			-34 461				-34 461
Résultat brut d'exploitation			567 835				567 835
Coût du risque			-33 526				-33 526
Résultat d'exploitation			534 310				534 310
Résultat net sur actifs immobilisés			-21 693				-21 693
Résultat courant avant impôt			512 617				512 617

(En milliers d'euros.)	31/12/2024						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grandes clientèles	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
Produit net bancaire			1 546 594				1 546 594
Charges d'exploitation			-1 049 371				-1 049 371
Dotations aux amortissements et Dépréciations			-44 093				-44 093
Résultat brut d'exploitation			453 129				453 129
Coût du risque			-11 613				-11 613
Résultat d'exploitation			441 516				441 516
Résultat net sur actifs immobilisés			15 683				15 683
Résultat courant avant impôt			457 199				457 199

33.4. – Résultat courant par zone géographique

(En milliers d'euros.)	31/12/2025							
	PNB	Charges d'exploitation	Dotations aux amortissements & dépréciation	RBE	Coût du risque	Résultat d'exploitation	Résultat net sur actifs immobilisés	Résultat courant avant impôt
France (y compris DOM-TOM)	559 993	356 559	-10 599	192 389	-28 421	164 415	-330	164 085
Autres pays de l'U.E.	1 163 701	-765 055	-23 568	375 078	-5 048	-5 048	-21 363	348 667
Autres pays d'Europe (Suisse + UK)	54 476	-54 259	-295	-78	-56	-56		-135
Amérique du Nord								
Amérique centrale et du Sud								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
Résultat courant avant impôt	1 778 170	-1 175 873	-34 461	567 835	-33 526	534 310	-21 693	512 617

(En milliers d'euros.)	31/12/2024							
	PNB	Charges d'exploitation	Dotations aux amortissements & dépréciation	RBE	Coût du risque	Résultat d'exploitation	Résultat net sur actifs immobilisés	Résultat courant avant impôt
France (y compris DOM-TOM)	505 041	-330 752	-12 092	162 197	-1 935	160 262	15 683	175 946
Autres pays de l'U.E.	1 010 551	-681 270	-31 801	296 481	-9 601	286 879	0	286 879
Autres pays d'Europe	31 001	-36 349	-201	-5 548	-77	-5 625		-5 625
Amérique du Nord								
Amérique centrale et du Sud								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
Résultat courant avant impôt	1 546 594	-1 049 371	-44 093	453 129	-11 613	441 516	15 683	457 199

34. – Exemption d'établir des comptes consolidés

CACEIS Bank est intégrée globalement par CACEIS, dont le siège est au 89-91 rue Gabriel PERI à Montrouge, dans le cadre de l'établissement des comptes consolidés de cette dernière.

CACEIS Bank est également intégrée dans les comptes consolidés de CREDIT AGRICOLE SA.

CACEIS Bank n'est pas mère de sous-groupe et n'a pas à établir à ce titre de comptes consolidés.

35. – Affectation des résultats

Le Conseil d'administration de CACEIS Bank a décidé de proposer aux actionnaires que le résultat net de CACEIS Bank au titre de l'exercice 2025, d'un montant de 368 584 300,72 euros soit affecté de la façon suivante :

(En euros.)		
Résultat net 2025		368 584 300,72
Dotation à la réserve légale (1)		9 129 005,81
Bénéfice 2025 distribuable après dotations à la réserve légale	359 455 294,91	
Autres réserves	96 605 000,42	
Report à nouveau	363 902,87	
Montant distribuable au 31/12/2025 avant acompte	456 424 198,20	
Acompte sur dividende versé	0,00	
Montant distribuable au 31/12/2025 après acompte	456 424 198,20	
Affectation du montant distribuable :		
Autres réserves		69 855 000,00
A titre de dividende en numéraire		385 679 727,90
A titre de dividende (avec option de paiement en actions)		0,00
Nombre d'actions composant le capital social		47 322 666
Soit par action (en euros)		8,15
Au Report à nouveau pour le solde		889 470,30

(1) La dotation de l'exercice est plafonnée à 1% du capital social.

36. – Implantation dans des états ou territoires non coopératifs

CACEIS Bank ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

IV. — Affectation des résultats

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, et sur proposition du Conseil d'Administration, décide de l'affectation du résultat net de l'exercice clos au 31 décembre 2025, soit 368 584 300,72 € comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)		
Résultat net 2025		368 584 300,72
Dotation à la réserve légale		9 129 005,81
Bénéfice 2025 distribuable après dotations à la réserve légale	359 455 294,91	
Autres réserves	96 605 000,42	
Report à nouveau	363 902,87	
Montant distribuable au 31/12/2025 avant acompte	456 424 198,20	
Acompte sur dividende versé	0,00	
Montant distribuable au 31/12/2025 après acompte	456 424 198,20	
Affectation du montant distribuable :		
Autres réserves		69 855 000,00
A titre de dividende en numéraire		385 679 727,90
A titre de dividende (avec option de paiement en actions)		0,00
Nombre d'actions composant le capital social		47 322 666
Soit par action (en euros)		8,15
Au Report à nouveau pour le solde		889 470,30

Le dividende payé au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2025 est ainsi fixé à 385 679 727,90 €. Il sera mis en paiement au plus tard dans les 9 mois après la clôture de l'exercice.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que les sommes distribuées au titre des dividendes au cours des trois derniers exercices sont comme suit :

- Exercice 2022 : 220 050 396,90 euros versés en numéraire
- Exercice 2023 : 279 676 956,06 euros versés en numéraire
- Exercice 2024 : 267 373 062, 90 euros versés en numéraire

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

V. — Tableau des cinq derniers exercices

(En euros.)	2021	2022	2023	2024	2025
Capital en fin d'exercice					
Capital social	1 273 376 995	1 280 677 691	1 280 677 691	1 280 677 691	1 280 677 691
Nombre d'actions ordinaires émises (1)	47 322 666	47 322 666	47 322 666	47 322 666	47 322 666
Nombre maximal d'actions futures à créer (par conversion d'obligation)	0	0	0	0	0
Opérations & résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxe	1 692 544 046	2 481 819 473	6 218 334 309	7 010 538 864	6 018 768 034
Résultat avant impôts, participation, amortissements et provisions	220 968 728	304 339 889	414 676 309	538 220 897	614 490 836
Impôt sur les bénéfices	54 018 334	79 214 906	109 851 669	117 415 140	144 032 467
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	687 633	4 093 784	2 160 586	3 912 828
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	146 284 689	225 013 292	295 742 800	339 783 969	368 584 301
Résultat distribué	141 967 998	220 050 397	279 676 956	267 373 063	385 679 728
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation, mais avant amortissements et provisions	3,54	4,75	6,52	8,85	9,86
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	3,09	4,75	6,25	7,18	7,79
Dividende distribué	3,00	4,65	5,91	5,65	8,15
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	2 895	2 880	2 991	4 160	4 157
Montant de la masse salariale	255 227 164	260 048 482	283 321 367	387 022 952	454 888 401
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	61 087 414	64 580 409	69 471 200	90 948 282	102 603 225

(1) Le nombre d'actions ordinaires mentionnées en 2025 correspond au nombre d'actions émises à la date de l'Assemblée Générale 2025.

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CACEIS BANK relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n° 2023-03.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risques juridique, fiscal et de conformité

Risque identifié

CACEIS BANK fait l'objet de procédures contentieuses ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes ou de contrôles de la part d'autorités réglementaires ou fiscales en France et à l'étranger qui sont décrites dans les notes 1.1, 8 et 14 de l'annexe aux comptes annuels (notamment Lilian en Allemagne et l'action des porteurs de fonds H2O). L'évaluation des risques juridique, fiscal et de non-conformité qui en résultent repose sur l'estimation de la direction en date d'arrêté. Les décisions de comptabiliser ou non une provision ou d'enregistrer une créance à recouvrer, ainsi que le montant de celles-ci, nécessitent par nature l'utilisation du jugement en raison de la difficulté à apprécier le dénouement de ces procédures. Compte tenu de l'importance du jugement exercé par la direction dans ces évaluations et des conséquences financières pour CACEIS BANK, nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit.

Réponse d'audit

Nos travaux ont notamment consisté à :

- prendre connaissance du processus mis en place par la direction pour l'évaluation des risques engendrés par ces procédures et des provisions ou créances qui leurs sont, le cas échéant, associées, notamment en procédant à des échanges trimestriels avec la direction et plus particulièrement les directions juridique, fiscale et de la conformité de CACEIS BANK en France et en Allemagne ;
- prendre connaissance des analyses et/ou des conclusions des conseils juridiques de CACEIS BANK et des réponses obtenues à nos demandes de confirmations réalisées auprès de ces conseils ;
- s'agissant plus spécifiquement de Lilian, examiner, avec nos spécialistes en fiscalité, les réponses apportées par la société CACEIS BANK à l'administration fiscale allemande ;
- apprécier, en conséquence, le niveau des provisions ou des créances à recouvrer comptabilisées au 31 décembre 2025, ainsi que les informations données à ce titre dans l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CACEIS BANK par l'assemblée générale du 10 mai 2024 pour le cabinet Forvis Mazars SA et du 2 mai 2012 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Forvis Mazars SA était dans la 2^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 14^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise
relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine, le 21 avril 2026

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA
Matthew BROWN
Associé

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas LE MOUAL
Associé

VII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à l'adresse suivante : CACEIS Bank – Corporate Legal Affairs – 89-91 rue Gabriel Péri – 92120 Montrouge.